INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

Bulletin
Investissements sous contrôle étranger
FLASH

Perspectives 2010

INVESTISSEMENTS SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER : RETOUR DE LA CROISSANCE

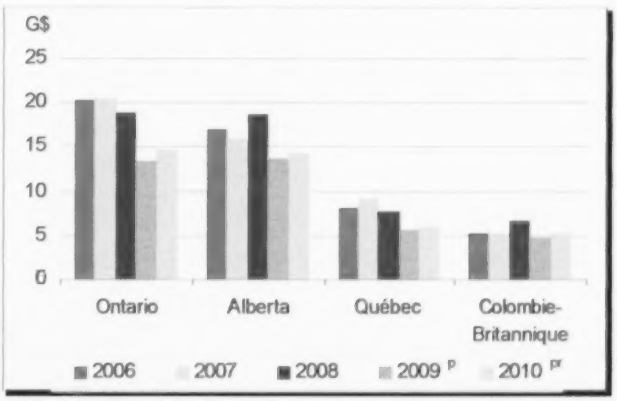
Au Canada, les dépenses en immobilisation effectuées par des entreprises étrangères se concentrent dans les provinces de l'Ontario, de l'Alberta, du Québec et de la Colombie-Britannique. À elles seules, ces quatre provinces représentent 86,3 % de l'investissement étranger au Canada en 2010. Seuls deux provinces ou territoires ont des investissements non résidentiels sous contrôle étranger supérieurs aux investissements sous contrôle canadien : il s'agit de Terre-Neuve-et-Labrador (2,4 G$ d'investissements étrangers) et des Territoires du Nord-Ouest (638,1 M$ d'investissements étrangers).

Au Québec, selon les perspectives 2010, les dépenses en immobilisation du secteur privé non résidentiel s'élèvent à 20,1 G$, en croissance de 1,5 % par rapport à 2009, suivant une diminution marquée entre 2008 et 2009 (– 15,0 % ou – 3,5 G$). Les investissements étrangers représentent 29,8 % du secteur privé non résidentiel, une deuxième année consécutive pour laquelle le niveau se situe en deçà de 30 %, une proportion plus faible que celle observée pendant la période 2004-2008. Au niveau des types d'actifs, on constate qu'un peu plus du sixième des dépenses en construction non résidentielle effectuées au Québec sont le résultat d'entreprises étrangères (1,1 G$) comparativement à plus du tiers des dépenses en machines et équipement (4,9 G$).

Les niveaux historiquement faibles de l'investissement sous contrôle étranger en 2009 et 2010 s'expliquent par le recul prononcé des investissements américains, lesquels ont été supérieurs à 4,2 G$ annuellement pour la période 2004-2008, alors qu'ils n'ont atteint que 2,8 G$ et 2,7 G$ en 2009 et 2010 respectivement. Malgré le fait que les États-Unis demeurent, et de loin, le principal pays dont les entreprises investissent au Québec, son poids dans les investissements étrangers totaux est passé de 62,3 % en 2004 à 44,6 % en 2010.

Figure 1

Dépenses en immobilisation des entreprises sous contrôle étranger pour certaines provinces, 2006-2010



Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

Tableau 1

Investissements privés non résidentiels selon le pays ayant le contrôle de l'entreprise, Québec, perspectives 2010

Pays de contrôle	Immobilisations		
	Construction	Machines et équipement	Total
	M$		
Canada	**5 106,5**	**8 980,6**	**14 087,1**
Pays étrangers	**1 055,8**	**4 930,9**	**5 986,7**
États-Unis	500,3	2 171,9	2 672,1
Allemagne	x	x	x
France	61,7	169,4	231,1
Royaume-Uni	122,2	496,0	618,3
Italie	2,8	28,7	31,5
Japon	x	x	1 244,6
Pays-Bas	121,2	179,0	300,2
Suède	4,2	57,6	61,8
Suisse	117,6	177,2	294,8
Autres pays	x	x	x
Total	**6 162,3**	**13 911,5**	**20 073,8**

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR MANUFACTURIER : LES PAYS ÉTRANGERS DE PLUS EN PLUS PRÉSENTS

Au Québec, les investissements dans le secteur de la fabrication sont, en 2010 (3,4 G$), à un niveau historiquement faible. Seule l'année 2009 (3,1 G$) avait atteint un niveau inférieur depuis 1998. Les pays étrangers sont désormais responsables de 48,6 % (1,6 G$) de l'investissement du secteur manufacturier, alors qu'un niveau d'investissement similaire en 2004 ne représentait que 33,6 % du total, en raison de la diminution ininterrompue de l'investissement canadien (de 3,1 G$ en 2004 à 1,7 G$ en 2010). Alors que les investissements en machines et matériel demeurent majoritairement effectués par des entreprises canadiennes (66,9 % en 2004; 52,1 % en 2010), les investissements en construction sont majoritairement effectués par les entreprises étrangères depuis 2007.

Le principal sous-secteur de la fabrication en ce qui concerne l'investissement, soit celui de la première transformation des métaux (20,5 % du total), est largement dominé depuis 2007 par l'investissement étranger : les 511,5 M$ investis en 2010 par les entreprises étrangères de ces industries représentent 73,6 % du total. Ce constat est également valable à l'échelle canadienne, où 83,6 % (1,8 G$) des investissements du sous-secteur sont attribuables aux entreprises sous contrôle étranger en 2010, comparativement à 20,5 % en 2004 (461,8 M$). Ce phénomène s'explique par les nombreuses prises de contrôle réalisées par des entreprises étrangères sur des entreprises canadiennes dans ce secteur au cours des années récentes.

RMR DE MONTRÉAL : FORTE CROISSANCE DES INVESTISSEMENTS NÉERLANDAIS

Les dépenses en immobilisation sous contrôle étranger de la région métropolitaine de recensement de Montréal (RMR) sont en hausse de 3,2 % par rapport à 2009 pour s'établir à 2,9 G$. Cette hausse survient après trois années de décroissance consécutive, période pendant laquelle (entre 2006 et 2009) les investissements étrangers sont passés de 4,3 G$ à 2,8 G$. Au total, la RMR compte pour 48,1 % de l'investisse-

Tableau 2

Investissements privés non résidentiels selon le pays ayant le contrôle de l'entreprise, secteur de la fabrication, Québec, perspectives 2010

Secteur	Pays de contrôle			Part des investissements sous contrôle étranger
	Canadien	Étranger	Total	
	M$			%
Fabrication	**1 740,8**	**1 643,1**	**3 383,9**	**48,6**
Aliments	260,4	78,7	339,1	23,2
Boissons et produits du tabac	x	x	149,0	..
Usines de textiles	16,1	3,1	19,2	16,2
Usines de produits textiles	x	x	10,1	..
Vêtements	x	x	22,7	..
Produits en cuir et produits analogues	3,2	–	3,2	–
Produits en bois	109,7	27,5	137,2	20,0
Papier	99,3	162,5	261,8	62,1
Impression et activités connexes de soutien	61,0	6,0	67,0	9,0
Produits du pétrole et du charbon	x	x	371,4	..
Produits chimiques	x	x	233,1	..
Produits en caoutchouc et en plastique	56,5	100,7	157,2	64,1
Produits minéraux non métalliques	94,9	66,4	161,2	41,2
Première transformation des métaux	183,9	511,5	695,4	73,6
Produits métalliques	88,8	14,1	102,9	13,7
Machines	72,1	19,5	91,6	21,3
Produits informatiques et électroniques	83,6	91,3	174,9	52,2
Matériel, appareils et composants électriques	20,1	39,3	59,4	66,1
Matériel de transport	173,2	63,6	236,8	26,9
Meubles et produits connexes	37,1	0,9	38,1	2,5
Activités diverses de fabrication	33,5	19,0	52,5	36,2
Ensemble des industries	**14 087,1**	**5 986,7**	**20 073,8**	**29,8**

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

ment étranger québécois en 2010 (52,3 % du total de la construction (551,8 M$) et 47,2 % du total pour les machines et équipement (2,3 G$)). Au niveau des pays, on constate que le poids des États-Unis passe pour la première fois sous les 50 % en 2010 dans les investissements étrangers, quoique les investissements étatsuniens de la RMR représentent 53,3 % du total québécois. Trois autres pays se concentrent également à plus de 50 % dans la RMR de Montréal, soit la France, le Japon et les Pays-Bas; pour ce dernier pays, les investissements ont plus que doublé par rapport à 2009 (de 79,4 M$ à 188,1 M$).

Dans le secteur de la fabrication, la RMR accapare 44,9 % des investissements étrangers au Québec, soit 737,6 M$. En comparaison, le poids de la RMR de Montréal dans les investissements privés non résidentiels totaux est plutôt de 39,6 %. La concentration des investissements étrangers québécois dans la RMR de Montréal est supérieure à 50 % pour 7 des 21 sous-secteurs de la fabrication. Dans la RMR, quatre sous-secteurs sont à prépondérance étrangère : la fabrication de papier, de produits en caoutchouc et en plastique, de matériel, appareil et composants électriques et la première transformation des métaux.

Tableau 3

Investissements privés non résidentiels selon le pays ayant le contrôle de l'entreprise, RMR de Montréal, perspectives 2010

Pays de contrôle	Immobilisations		
	Construction	Machines et équipement	Total
	M$		
Canada	**1 395,8**	**3 683,0**	**5 078,8**
Pays étrangers	**551,8**	**2 328,5**	**2 880,3**
États-Unis	354,4	1 070,8	1 425,2
Allemagne	x	x	x
France	31,9	103,4	135,4
Royaume-Uni	29,6	155,8	185,4
Italie	2,1	11,3	13,4
Japon	x	x	648,1
Pays-Bas	x	x	188,1
Suède	3,4	27,2	30,6
Suisse	10,8	45,1	55,9
Autres pays	x	x	x
Total	**1 947,6**	**6 011,5**	**7 959,1**

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

Tableau 4

Investissements privés non résidentiels selon le pays ayant le contrôle de l'entreprise, secteur de la fabrication, RMR de Montréal, perspectives 2010

Secteur	Pays de contrôle			Part des investissements sous contrôle étranger
	Canadien	Étranger	Total	
	M$			%
Fabrication	**869,5**	**737,6**	**1 607,1**	**45,9**
Aliments	76,3	48,6	125,0	38,9
Boissons et produits du tabac	x	x	x	..
Usines de textiles	4,8	2,6	7,4	35,3
Usines de produits textiles	x	x	4,4	..
Vêtements	x	x	19,3	..
Produits en cuir et produits analogues	x	–	x	–
Produits en bois	11,4	4,5	16,0	28,4
Papier	11,1	27,9	38,9	71,6
Impression et activités connexes de soutien	37,1	4,7	41,8	11,2
Produits du pétrole et du charbon	x	x	x	..
Produits chimiques	x	x	181,3	..
Produits en caoutchouc et en plastique	23,0	51,8	74,8	69,3
Produits minéraux non métalliques	x	x	x	..
Première transformation des métaux	44,8	114,5	159,3	71,9
Produits métalliques	44,7	6,7	51,3	13,0
Machines	41,0	16,7	57,7	29,0
Produits informatiques et électroniques	50,9	43,5	94,4	46,0
Matériel, appareils et composants électriques	12,2	25,4	37,6	67,6
Matériel de transport	104,2	44,0	148,3	29,7
Meubles et produits connexes	13,5	0,3	13,8	2,3
Activités diverses de fabrication	x	x	x	..
Ensemble des industries	**5 078,8**	**2 880,3**	**7 959,1**	**36,2**

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

Investissements sous contrôle étranger et investissement direct étranger :

présentation des concepts

Investissement sous contrôle étranger : Les données portant sur les investissements sous contrôle étranger, comme définis dans la publication « Investissements étrangers et nationaux au Canada » de Statistique Canada, se réfèrent aux dépenses en immobilisation des entreprises dont le contrôle est exercé majoritairement par des intérêts étrangers. Le pays de contrôle est attribué aux sociétés selon la règle de la propriété de 50 % des actions avec droits de vote. La valeur de l'investissement correspond au coût d'acquisition des constructions neuves, des améliorations majeures et des machines et équipement.

Investissement direct étranger : Les données portant sur l'investissement direct étranger, comme présentées dans la publication « Bilan des investissements internationaux du Canada » de Statistique Canada sont liées aux flux financiers transfrontaliers par l'acquisition d'instruments financiers telles les actions et les obligations. On considère qu'un agent économique est un investisseur direct s'il exerce une influence marquée sur la gestion d'une société canadienne, correspondant à détenir au moins 10 % des actions avec droit de vote. La valeur de l'investissement est une valeur comptable, qui mesure la différence entre deux périodes de la valeur comptable du bilan des entreprises.

Également, Industrie Canada compile des données sur les investissements étrangers en examinant les investissements effectués par les non-résidents, conformément aux termes de la Loi sur Investissement Canada. Ces investissements peuvent être ou ne pas être des investissements directs étrangers ou des investissements sous contrôle étranger, selon la provenance et l'utilisation des fonds, lesquelles ne sont pas étudiées par Investissement Canada. Les statistiques d'Investissement Canada permettent uniquement de mesurer la fréquence des créations d'entreprises et des acquisitions d'entreprises au Canada par des non-résidents.

Malgré la similitude des dénominations, il n'existe aucun lien statistique entre les deux concepts (au sens de la comptabilité nationale). L'investissement sous contrôle étranger augmente le stock de capital productif de l'économie (la formation brute de capital fixe, composante du produit intérieur brut selon la méthode des dépenses) alors que l'investissement direct étranger ne mesure que le changement de propriété des actifs financiers par les flux transfrontaliers (investissements directs étrangers, composante de la balance des paiements).

Par exemple, une entreprise américaine établie au Québec qui agrandit une usine constitue à coup sûr une dépense en immobilisation sous contrôle étranger, alors que la méthode de financement sera le principal critère pour déterminer s'il s'agit d'investissement direct étranger. Une construction financée par un emprunt local ne sera pas considérée comme un investissement direct étranger (aucun flux financier transfrontalier) alors que ce sera le cas s'il est financé par la maison-mère américaine à l'aide des bénéfices non répartis.

Abréviations et signes conventionnels :

$	En dollars
G	En milliards
M	En millions
%	Pourcentage
..	Donnée non disponible
p	Donnée provisoire
pr	Perspectives

Pour plus de renseignements :

Jean-François Fortin
Direction des statistiques économiques et du développement durable
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3e étage
Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone : (418) 691-2411 poste 3175
Courriel : jean-francois.fortin@stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
4e trimestre 2010

ISSN 1925-1807 (en ligne)
(En remplacement de l'ISSN 1715-6645 dans l'objectif de distinguer les deux publications)

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Institut de la statistique Québec